



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Toulouse, le 8 avril 2014

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et
de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV4

Affaire suivie par : Yann DEFFIN
Référé : YD/2014/N°392

Téléphone : 05 61 15 39 53
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : yann.deffin
@ developpement-durable.gouv.fr

Objet: ICPE - établissement SETMI à TOULOUSE – Modification de la gestion des eaux pluviales du site (code S3IC : 68.2416)

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de HAUTE-GARONNE

Par transmission du 30 juillet 2013, la Direction Départementale des Territoires a adressé à l'Inspection des installations classées le dossier de demande de modification visé en objet. Le présent rapport a pour but de présenter le projet de modification de l'arrêté d'autorisation encadrant le fonctionnement de l'unité d'incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux exploitée par la SETMI et associé à cette demande. Celui-ci intègre une révision des prescriptions techniques annexées à l'arrêté en vigueur et relatives à la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.

1 DESCRIPTION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'unité de valorisation énergétique, exploitée par la SETMI au travers d'une délégation de service public, est la propriété de la ville de Toulouse. Elle incinère les déchets ménagers produits par une partie de l'agglomération de Toulouse. Elle assure aussi l'incinération de déchets industriels banals ainsi que de déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Construit en 1969, le site dispose de 4 fours pour une capacité totale d'incinération de 330 000 tonnes par an. La valorisation énergétique, au travers d'un ensemble de chaudières et de turbines, permet la production d'eau surchauffée utilisée pour le chauffage urbain ou l'eau chaude sanitaire par l'intermédiaire d'un réseau de chaleur de 18 km situé au niveau des quartiers du Mirail, de Reynerie et de Bellefontaine. Ce sont notamment 9 000 logements, un supermarché, une université, des écoles, des établissements publics et bureaux qui sont ainsi desservis.

L'exploitation du site est soumise aux prescriptions de l'arrêté préfectoral modifié numéro 153 du 28 décembre 2004, la dernière modification étant encadrée par l'arrêté complémentaire du 28 septembre 2012.

2 HISTORIQUE DU DOSSIER

L'Inspection avait constaté (rapport de l'inspection du 5 février 2009) que les rejets les effluents liquides suivants de la SETMI n'étaient pas conformes à la réglementation nationale (arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux) :

- eaux de ruissellement du parc à mâchefers ;
- eaux des process suivants : extracteurs mâchefers, purges et vidanges du circuit vapeur, régénération des adoucisseurs et concentrats des osmoseurs;
- eaux de la plateforme de pré-traitement des mâchefers.

En conséquence, Monsieur le Préfet avait demandé à l'exploitant, par courrier du 26 février 2009, de modifier ses installations pour éviter les rejets de ces eaux dans le milieu naturel.

Depuis septembre 2009, l'exploitant a mis en place une pompe qui permet le recyclage des eaux de la lagune de rétention recueillant les eaux de ruissellement du parc à mâchefers en les injectant dans le traitement humide des fumées d'incinération. Les effluents du traitement humide des fumées sont ensuite traitées par la station d'épuration du site avant rejet dans le réseau pluvial. Cette action a permis de rétablir la conformité de ces rejets par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

Ainsi, depuis cette date, les effluents dont le traitement est encore contraire aux dispositions de cet arrêté ministériel sont les eaux issues de deux décanteurs. Le décanteur mâchefer collecte les eaux de l'aire de stockage intermédiaire et les eaux des installations de pré-traitement des mâchefers. Le décanteur sous filtres à manches collecte les eaux des extracteurs mâchefers (surverse liée à l'alimentation en continu en eaux industrielles et condensats de la vapeur générée par la chute des mâchefers chauds), des eaux de lavage des sols sous les extracteurs, des purges et vidanges du circuit vapeur et de la régénération des adoucisseurs.

Par dossier du 28 septembre 2011, l'exploitant décrivait comment le traitement de ces effluents allait être modifié. La solution retenue était similaire à celle appliquée pour les effluents de la lagune de rétention des eaux du parc mâchefers. Elle consistait en le recyclage des effluents vers cette lagune et donc leur utilisation dans le traitement humide des fumées d'incinération et leur traitement par la station d'épuration du site avant rejet dans le réseau pluvial. Dans ce dossier, l'exploitant prévoyait l'installation d'une réserve de 1500 m³ pour stocker l'eau qui allait être amenée en plus à la station.

L'instruction de ce dossier s'est traduit par le titre 4 de l'arrêté du 28 septembre 2012 (rapport de l'inspection du 11 juin 2012) révisant les prescriptions techniques relatives à la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques applicables à la SETMI.

L'exploitant a ensuite souhaité déposer une nouvelle demande de modification de ses installations toujours sur cette problématique des eaux pluviales car il a estimé que la solution qu'il avait retenue initialement était difficile à mettre sur le site en termes de place et d'aspect visuel.

3 PRESENTATION DES MODIFICATIONS TECHNIQUES ENVISAGÉES SUR LE SITE ET PRISES EN COMPTE DANS LA MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS

La SETMI a donc retravaillé ses propositions initiales qui avaient abouti à l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2012. L'exploitant en a conclu que d'autres solutions étaient plus intéressantes. Par courrier du 19 juillet 2013, la SETMI a envoyé à la Direction Départementale des Territoires une nouvelle demande de modification de ses installations.

Ce nouveau projet prévoit toujours, comme dans le projet initial, de renvoyer les eaux pluviales de la plateforme de pré-traitement des mâchefers vers la lagune de rétention des eaux du parc mâchefers et donc leur utilisation dans le traitement humide des fumées d'incinération avant un traitement par la station d'épuration du site et un rejet dans le réseau pluvial.

Pour les eaux des process suivants : extracteurs mâchefers les purges et vidanges du circuit vapeur, la régénération des adoucisseurs et les concentrats des osmoseurs, l'exploitant a prévu la construction d'un dispositif de prétraitement comprenant un dégrillage, une décantation et une filtration. Après avoir subi ces opérations, ces eaux seront renvoyées vers le traitement humide des fumées d'incinération.

Le dossier prévoit enfin de modifier la lagune de rétention des eaux du parc mâchefers et son exploitation. Une rehausse, un by-pass (canalisation et vanne) et un obturateur vont être créés. La gestion de ce bassin doit permettre d'assurer :

- la gestion des eaux pluviales des zones qui y sont raccordées et notamment le stockage du premier flot orage décennal sur le parc mâchefers, la voirie périphérique et le bassin ;
- la rétention des eaux incendie ;
- une réutilisation des eaux dans les colonnes du traitement humide des fumées.

Ce bassin doit, notamment, maintenir en permanence :

- une garde minimale de 60 cm pour le fonctionnement de l'agitateur existant pour maintenir une qualité d'agrément sur le site ;
- un volume disponible pour le stockage cumulé du premier flot orage décennal sur le parc mâchefers, la voirie périphérique et pour la rétention des eaux incendie.

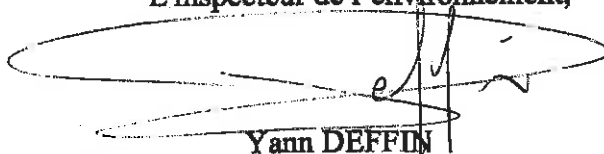
4 CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet que les prescriptions de ce projet remplacent les prescriptions du titre 4 et de l'annexe II de l'arrêté du 28 septembre 2012. Celui-ci reprend l'ensemble des prescriptions concernant la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques pour qu'un seul texte porte les exigences s'appliquant à cette thématique, mais les articles principalement modifiés sont les suivants :

- article 1.1.2 présentant les modifications par rapport à l'arrêté du 28 septembre 2012 ;
- article 2.4.4 décrivant les modes de traitement des effluents ;
- article 2.4.6 concernant la rétention des eaux d'extinction d'incendie ;
- article 2.4.7 concernant le volume du premier flot des eaux pluviales ;
- article 2.4.8 décrivant l'aménagement du bassin de rétention des eaux du parc mâchefers et les contraintes liées à sa gestion ;
- article 2.5.2 concernant les valeurs limites de rejet ;
- article 2.5.3 concernant les conditions de respect des valeurs limites de rejet des eaux résiduaires ;
- article 2.6.4 indiquant les échéances associées aux travaux de ce projet. Il est proposé que les principales modifications soient réalisées pour le 30 septembre 2015.

Ce texte devra être soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques conformément aux dispositions de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement.

L'inspecteur de l'environnement,



Yann DEFFIN

Vérifié, et validé le 08/04/2014
L'inspecteur de l'environnement,



Sophie LAVIGNE

PJ : un projet d'arrêté complémentaire